



FUNDAÇÃO
GETULIO VARGAS

EPGE

Escola de Pós-Graduação
em Economia

Ensaio Econômicos

Escola de

Pós Graduação

em Economia

da Fundação

Getúlio Vargas

Nº 622

ISSN 0104-8910

**DOIS ENSAIOS SOBRE DIVERSIDADE
CULTURAL E O COMÉRCIO DE SERVIÇOS**

Renato Galvão Flôres Junior

Setembro de 2006

**Os artigos publicados são de inteira responsabilidade de seus autores. As opiniões
neles emitidas não exprimem, necessariamente, o ponto de vista da Fundação
Getulio Vargas.**

DOIS ENSAIOS SOBRE DIVERSIDADE CULTURAL E O COMÉRCIO DE SERVIÇOS

Renato G. Flôres Jr.

Acham-se aqui reunidos dois textos correlatos sobre o conceito da diversidade cultural e suas diversas implicações, particularmente na questão do comércio dos serviços audiovisuais. O primeiro foi objeto de uma palestra na *Bibliothèque Nationale de France*, por ocasião das comemorações do ano Brasil-França, em 2005, e o segundo será publicado na obra *Ensaio em Comércio internacional 2*, organizada por Aluisio de Lima-Campos (São Paulo, Editora Singular ; 2006).

L'Argument de la Diversité dans l'Économie de la Culture :

Quelques Remarques *

Renato G. Flôres Jr.
EPGE / Fundação Getulio Vargas, Rio de Janeiro

1. Introduction.

La diversité est un concept présent dans les sciences naturelles, comme la physique et, particulièrement, la biologie et l'écologie. Dans ce dernier domaine, elle est liée à l'idée de *robustesse* d'un environnement, par rapport à des « accidents de la nature »: la capacité de mieux résister – au sens où il s'agirait d'éviter la désertification – à un choc naturel ou extérieur qui détruit une partie de ses espèces. Bref, dans un environnement avec une diversité d'espèces végétales et/ou animales élevée, les « survivants » pourront engendrer des processus de récupération, qui, selon une dynamique souvent complexe, amèneront un nouvel équilibre, également riche, en regard de la diversité initiale.

Cette même ligne de raisonnement est reprise en économie, par exemple, dans la théorie de l'organisation industrielle, où on peut parler de la diversité d'une structure industrielle donnée. Le concept acquiert aussi une autre signification, plus partielle et trop restrictive pour permettre certaines applications : il renvoie à des représentations des préférences du consommateur,

* Ce texte est une version écrite de l'intervention, par l'auteur, dans la table ronde 'L'Économie de la Diversité', dans le cadre de l'événement 'Diversité culturelle: les expériences française et brésilienne', qui a eu lieu du 13 au 14 octobre, 2005, à la Bibliothèque Nationale de France, Paris. L'auteur remercie Antonio Arantes, les participants de la table ronde, et aussi, particulièrement, à Françoise Benhamou, qui, au-delà de très riches discussions, lui a généreusement aidé à ne pas trop brutaliser la langue de Molière. Il est le seul responsable de ce qui suit.

supposé « plus heureux » s'il a accès à un plus grand nombre de variétés des biens.

Il est commun, si on se restreint à l'interprétation écologique du concept, de mesurer la diversité à l'aide d'indices. Le plus connu, fort utilisé en écologie, physique, économie et même dans la théorie de l'information – où, comme dans la physique, il trouve un usage rigoureux –, est l'indice d'entropie de Shannon. Néanmoins, indépendamment de l'indice choisi, il faut souligner que la diversité et sa mesure prennent toujours en compte deux dimensions: le nombre de cas, catégories or espèces *et la fréquence d'occurrence de chaque espèce* (ou la répartition des observations selon les catégories/espèces). La diversité est intrinsèquement liée à ces deux éléments; un environnement avec un grand nombre d'espèces différentes, mais où 95 pour cent de ses habitants appartiennent à une même catégorie, n'est pas diversifié; de même, un autre où la population se distribue également sur, seulement, deux ou trois espèces, ne l'est pas non plus. Il n'est pas très difficile se convaincre que, si le nombre d'espèces différentes est fixe, la diversité est plus élevée lorsque la répartition des individus selon les catégories a une distribution uniforme, c'est à dire la même fréquence par catégorie.

De cette petite digression on peut retirer une observation importante pour les arguments à suivre. Dans l'économie de la culture, et dans le discours de la diversité culturelle en général, on emploie souvent le terme *diversité* dans un des deux sens suivants: comme la simple pluralité de cas/objets/espèces/produits or comme permettant, quelquefois d'une façon implicite, l'existence de l'exception – c'est à dire, l'existence d'une catégorie à faible fréquence d'occurrence. Or, on vient de l'expliquer, aucun de ces deux signifiants n'est autorisé par la diversité écolo-économique. Le premier a plutôt le sens même de *pluralité*, tandis que le deuxième a à voir surtout avec l'idée d'*identité* d'une particulière catégorie. Il manque, dans l'un comme dans l'autre, les deux éléments nécessaires pour caractériser la *diversité*.

La conséquence est double. D'abord, la plupart des discussions sur la diversité renvoient, en réalité, à la question de la préservation soit d'une pluralité,

soit d'une exception. En plus, l'usage, dans ce type de discussions, d'arguments économiques est en général faux, car la plupart de ces raisonnements sont basés sur le vrai concept de diversité explicité plus haut.

Dans cette intervention, je propose d'examiner quelques aspects de la diversité en économie qui me semblent apporter une vision plus nuancée des dangers et bénéfices liés à l'introduction de l'argument de la diversité dans la question des biens et services à composantes culturelles, dans le cadre des échanges internationaux.

Bien que, en principe, favorable à l'argument, il s'avère fondamental être conscient qu'il peut amener à des situations exactement opposées à celles souhaitables à l'origine. On peut même aller plus loin et montrer qu'une adhésion aveugle à la « cause de la diversité culturelle » peut aboutir à des comportements contradictoires, sinon vraiment contraires aux intérêts de ceux-là mêmes qui promeuvent le concept.

Afin de montrer les différents aspects de la question, je discute une étude de cas – dans le secteur de l'audiovisuel. Après avoir identifié certains aspects de l'expérience française, je propose des mesures nécessaires pour préserver la place de l'argument dans les négociations et contentieux du commerce international.

2. La diversité et le système économique.

La plupart des périodes historiques caractérisées par une diversité culturelle importante, la Renaissance en Toscane, la cour des Ottomans ou l'Argentine dans le tournant du dix-neuvième siècle, sont associées à des moments de grande concentration de richesse et à des systèmes économiques souvent très inégaux, liés en général à des systèmes politiques injustes, sinon fort autoritaires et répressifs.

L'argument de la diversité, dans l'absolu, est donc un couteau à deux lames : il ne prouve rien, ou rien n'est prouvé, sur son influence dans la bonne

organisation de l'économie, ou dans le bien être des citoyens - les soi-disant agents économiques.

La Cuba du dictateur Fulgencio Batista, petit pays exploité, ravagé par la corruption, la brutalité commune aux dictatures des Caraïbes, l'inégalité et les injustices sociales, cette Cuba, qu'il faut connaître pour comprendre la révolution qui a conduit Fidel Castro au pouvoir, est la même où il a fleuri une diversité musicale, nourrice d'une *musique cubaine* qui a influencé la plupart des pays de l'Amérique Centrale et toutes les Amériques même (musique dont quelques interprètes et compositeurs ont été repérés par Wim Wenders, dans son film 'Buena Vista Social Club'). À côté de l'injustice sociale, une concentration de richesse demandait des nombreux casinos, salons et *dancing-halls*, où les entrepreneurs, l'élite politique et des affaires, côte à côte avec les investisseurs et spéculateurs étrangers – et, bien sûr, les escrocs -, allaient en soirée dépenser son argent, et qui ont permis l'épanouissement d'un grand nombre de musiciens et d'une remarquable créativité musicale.

La corrélation entre la diversité et la bonne santé morale du système économique non est seulement inexistante; mais de plus elle a souvent besoin de la concentration de la richesse pour exister.

3. La dynamique de la diversité.

On oublie maintes fois que la diversité est imbriquée dans le processus du progrès économique; sa dynamique se mêle à celle du progrès technique, donnant lieu à des nouvelles formes et à des conséquences dans la plupart des cas irréversibles. L'apport de la technique, y compris les méthodes de gestion et, en particulier, les méthodes du marketing, peuvent changer – pour le meilleur ou le pire, mais toujours *faire passer à une autre étape*, assez différente de l'antérieure – un cadre donné de diversité.

L'histoire de l'évolution du tapis persan est un exemple classique de comment des différentes phases d'apogée et déclin de la société où les artisans

vivaient ont influencé la structure, les caractéristiques et la qualité des produits, et la distribution spatiale de la production. Elle témoigne aussi l'importance majeure de l'intervention européenne dans ce milieu, à partir du dix-neuvième siècle, avec la création d'un marché en Europe pour le tapis. Néanmoins, il est difficile d'en retirer un jugement de valeur sur toutes ces influences.

S'il est vrai que le commerce ouvre des voies d'information et d'incorporation de technologie, qui peuvent occasionner des changements cruciaux – à leur tour conduisant parfois à une amélioration du niveau de vie des artisans, par exemple -, des analyses trop économiques confondent une meilleure performance avec plus de créativité, et, malheureusement, des meilleures conditions de vie peuvent signifier une baisse de la qualité des biens, devenus davantage '*market oriented*'.

En somme, bâtir un argument positif de la relation entre diversité et progrès, à partir d'études de cas historiques, se heurte à la difficulté de dégager les effets économiques des mutations esthétiques et sociales, sans mentionner le rôle en général prépondérant de la culture – ici dans le sens anthropologique du terme. Ce qui en reste est, de nouveau, la corrélation entre une concentration de richesse donnée, ou l'accès à un marché riche et développé, et le maintien ou l'accroissement de la diversité. Les apports technologiques, si favorables dans certains cas, souvent changent la nature du bien ou du service, rendant difficiles les comparaisons.

3. Les trous noirs de l'argument neutre.

L'usage de la diversité comme une valeur en soi, absolue, peut soit amener à des situations ambiguës or indésirables, soit camoufler des comportements moins honorables que ce que l'on pense. Deux exemples illustrent ce point.

Le premier a trait à une question d'actualité dans le domaine de la téléphonie mobile. On connaît en Europe la pression que les opérateurs du

système GSM sont en train d'exercer dans le but d'introduire des contenus pornographiques dans le système¹. Il n'est pas difficile de concevoir qu'un juriste créatif puisse, basé sur des considérations de diversité, bâtir un argument (sulfureux ?) pour la pornographie dans le GSM. On pourra, naturellement, invoquer d'autres ordres d'argumentation – or de justification d'une exception –, comme la morale ou les lois en vigueur, mais on ne pourra pas nier qu'un « nouveau contenu » fera monter la diversité ...

On sait que, parfois, dans le commerce international, l'argument de la diversité, de façon analogue, par exemple, aux arguments phytosanitaires, est utilisé comme un prétexte pour prôner le protectionnisme; voire un outil camouflé de *discrimination*. Prenons le cas de trois champions de l'argument: la France, le Canada et le Brésil. Grâce surtout à l'action de la France, l'Union Européenne (UE) impose des quotas à la télévision, pour les séries étrangères, qui d'un côté, bloquent les « produits audiovisuels emboîtés » nord-américains. Mais le blocage affecte aussi les produits brésiliens – les *(tele)novelas*, par exemple, reconnues mondialement comme très concurrentielles² - et même canadiens. Le Brésil peut-il s'en satisfaire? Comment, sous une barrière protectionniste basée sur la diversité, ouvrir une partie du marché « aux amis »? Serait-ce possible sans se contredire? Comment soutenir la diversité en affirmant les vertus pour protéger le commerce des biens culturels?

4. Étude de cas : les services audiovisuels.

La part des produits et biens culturels dans le total des exportations nord-américaines est environ 7 pour cent, ce qui équivaut à plus que deux fois la part des produits électroniques! Il n'est donc pas surprenant que, dès le Cycle de

¹ Selon une information parue dans Le Monde du 9 octobre 2005, le marché des contenus “pour adultes” sur mobile devrait s'élever à 973 millions de dollars en 2005 et pourrait atteindre 2,3 milliards en 2010.

² “L'Esclave Isaure”, feuilleton sur une fille blanche d'une esclave noire, dans le Brésil impérial, a connu un extraordinaire succès international. Lucélia Santos, l'actrice qui a joué le rôle

l'Uruguay, les États-Unis (EUA) se soient mis à réclamer la libéralisation des services audiovisuels au sein du GATT/OMC.

L'histoire pendant le Cycle est assez connue. Si, durant le premier tiers de la négociation, le Brésil et l'Inde ont réussi à soutenir la pression nord-américaine pour un accord très puissant et libéralisateur pour le commerce des services, après un *intermezzo* où l'UE s'est ralliée aux deux contestataires, celle-ci passe au côté des États-Unis pour «clôturer les affaires». Certains problèmes cruciaux se posaient encore. Tout d'abord, en dépit de la victoire sur la forme du GATS – grâce au freinage imposé aux EUA dans le premier temps de la négociation –, qui permettait aux membres de n'offrir que les secteurs qu'on voulait, la pression des EUA pour l'introduction du secteur des services audiovisuels dans les négociations se heurtait à l'opposition de la France et de l'UE. L'accord sur l'agriculture a été une des 'concessions européennes' qui a permis de maintenir le secteur en dehors de la liste des offres de l'UE.

Plus de dix ans après, ce résultat, particulièrement ce qui s'est passé en France, mérite être étudié en profondeur. En réalité, je dirais que «l'expérience française» a été, jusqu'à présent, étudiée d'une façon insuffisante. Je voudrais donc à présent soulever trois questions un peu intrigantes à ce sujet.

Premièrement, on constate une grande diversité – par pays, et dans le vrai sens – du côté des importations. Dans le cas du cinéma, en particulier, la France est, peut-être, un des pays (or même *Le pays*) où on trouve une des diversités par origine les plus élevées. Le contingent de films étrangers, hors des productions '*US or UK made*', est très élevé en nombre de pays d'origine et aussi en ce qui concerne le genre des oeuvres par pays. Ce phénomène, peut-être inattendu, pose des questions pointues. Tout a été toujours comme ça, et doit-il être porté au crédit de la «curiosité culturelle» du public français ? ou, à la limite, de la formation culturelle des Français ? Serait-il possible que, en bloquant d'une certaine façon la production nord-américaine, des opportunités aient été créées pour les films d'autres origines ?

d'Isaure, est devenue une des actrices étrangères les plus connues et aimées en Chine (parmi d'autres pays), où elle a reçu des hommages officiels.

À côté de la diversité antérieure il y a une autre, très élevée elle aussi, et qui concerne la programmation (or l'«orientation») des salles de spectacle, particulièrement celles de cinéma à Paris. Sans doute, ce phénomène est-il lié au passé, et on sait qu'il est en partie rendu possible par des subventions provenant de la politique culturelle. Il n'en demeure pas moins qu'il a un côté étonnant et fort intéressant, étant, peut être, un des exemples les plus clairs de 'l'avantage' d'une politique de diversité³. Pourtant, plusieurs questions demeurent : est-il vraiment dû à la politique de la diversité et pas à la diversité de la demande (les spectateurs parisiens, où on se trouve un grand contingent de touristes, de grande variété d'origines) ? Cette diversité est-elle « soutenable » sans subventions publiques ? Quelle est la part de ces subventions dans l'activité et la comptabilité des salles ?

Finalement, la France a créé un exemple concret de ce qu'on appelle l'argument du plan B. Selon ce raisonnement, appliqué non seulement à la production des biens culturels, il est intéressant d'avoir, pour chaque type d'industrie, au moins une deuxième version dans le monde, avec une approche différente. Ainsi, face au colosse industriel que Hollywood représente, il est bien d'avoir une autre structure industrielle qui, d'une autre façon, produit d'*autres variétés du bien* 'film'⁴. Sans doute, la France a-t-elle réussi à implanter un plan B pour, par exemple, l'industrie cinématographique; ce qui procure tous les avantages et bénéfices compris dans l'argument. Il y a, toujours, la question de la soutenabilité – du point de vue financier – de l'alternative, mais, il faut le dire, selon l'amplitude qu'on donne à ces avantages et bénéfices, les subventions deviennent parfaitement justifiables.

L'examen de ces trois phénomènes peut conduire à l'idée que le protectionnisme culturel, basé sur des arguments de diversité, est un protectionnisme 'bon garçon', voire BCBG. En effet, de la même façon que dans le cas du tarif optimal, on pourrait parler d'un protectionnisme optimisateur,

³ La diversité de l'offre des salles de cinéma à Paris me semble unique au monde; même des villes comme New York or Londres ne présentent pas une telle diversité.

susceptible d'être évalué seulement dans le cadre de l'économie. La conjugaison de ces analyses avec les préférences de la société pourrait conduire à une justification plus consistante de ce type de politique.

Mais, le monde n'attend pas, les bras croisés, les résultats de ces belles études. Même si on soutient les politiques actuelles, on devrait s'occuper de délimiter une forme plus solide pour leur espace. Et je parle surtout de l'espace sous les règles de l'OMC, où, certainement, des nouvelles cartes seront jouées dans cette affaire. Trois mesures mériteraient d'être entreprises :

- i) il serait convenable d'introduire, dans le GATS, un article plus explicite sur la question culturelle, bien qu'encore très général. La modification d'un accord existant n'est pas une chose simple, mais peut être faite. À présent, il y a des propositions concernant l'accord TRIPS, celui des Subventions et l'Article XXIV du GATT 1994;
- ii) on vient d'approuver, auprès de l'UNESCO⁵, la Convention sur la Diversité Culturelle, important instrument juridique, de droit international public. Si l'existence de la Convention permet maintenant un lien plus clair et étroit entre l'OMC et l'UNESCO, il faut signaler que cette existence tout court n'est pas suffisante; ce lien doit absolument être poursuivi *au sein de l'OMC*, pour permettre le déplacement d'une question commerciale sur un bien ou un service culturel, de l'OMC à l'UNESCO. Des mesures semblables ont été déjà prises, avec l'OMPI dans le cadre de l'accord TRIPS, avec l'OIT, pour des mesures sur les conditions de travail - surtout celui des enfants, et pour les questions concernant le commerce et l'environnement;
- iii) finalement, il faudra être réaliste et prendre en compte la possibilité qu'un jour, la pression pour une offre auprès du GATS, dans le domaine des services audiovisuels, puisse monter à des niveaux insoutenables, ou débouche sur d'inévitables trocs. Il serait plutôt sage que des membres

⁴ Ici, le lecteur disposant de connaissances en microéconomie reconnaîtra l'idée de concurrence monopolistique, dans la différenciation des produits du "même genre". Mais l'argument va plus loin encore.

⁵ Avec seulement deux votes contraires, des États-Unis et d'Israël.

comme la France (et l'UE), le Canada et le Brésil pensent à la préparation d'une offre qui refléterait une liste hiérarchisée de concessions considérées comme faisables, dans des conditions et délais spécifiques. Un tel exercice, idéalement porté par les trois pays, pourrait susciter le besoin de plus d'études et un examen sérieux des développements probables dans le secteur.

Les suggestions esquissées ci-dessus semblent nécessaires pour créer un '*hedge*' plus solide pour les politiques culturelles basées sur la diversité. Elles doivent être prises comme des voies à explorer, dans le cadre d'un comportement actif en ce qui concerne l'enjeu culturel et le commerce international. La dernière, en particulier, n'implique pas forcément qu'une offre auprès du GATS doive être présentée dans l'avenir. Mais il est souhaitable de la préparer plutôt que d'être obligé de la faire de façon impromptue, sans le temps d'une réflexion sérieuse, dans le cadre d'une négociation multilatérale.

6. Conclusion.

On ne peut pas nier que l'argument de la diversité ait gagné sa place dans la question du commerce international des biens et services culturels. L'argument, pourtant, est souvent utilisé dans le sens de pluralité ou d'identité/exception. Si cet élargissement sémantique ne pose en soi aucun problème, on doit faire attention lorsqu'on essaie de faire des liens avec le concept en économie, où il a des sens précis, et, dans la plupart des cas, requiert, au-delà du pluralisme, la connaissance de la répartition des occurrences par catégories. Trop de justifications économiques actuelles sont, par conséquent, erronées.

Utiliser l'argument implique aussi être conscient de ses limites. L'argument est fort discutable en termes absolus et peut amener à des situations contradictoires. Au-delà des nuances gênantes qui peuvent apparaître, il y a, soit

dans une perspective historique, soit dans la dynamique du progrès, ou de la croissance économique, une liaison au moins complexe, avec des résultats plutôt incertains, entre la diversité culturelle et le bien être de la société.

La politique française est sans doute un des exemples les plus remarquables d'une expérience basée sur l'argument. Quelques évidences, qui méritent d'être examinées d'une façon plus profonde, suggèrent la création d'une vraie diversité du côté de l'offre, dans certains marchés. Bien ou mal réussie, soutenable ou pas, rien n'assure que cette politique ne continuera pas à être menacée par ses adversaires. Ce constat implique que la défense de la politique demande encore des mesures auprès de l'OMC, et la préparation d'un schéma de libéralisation spécifique et bien réfléchi, qui risque de s'avérer inévitable dans le plan international.

Paris/Rio, octobre/novembre 2005.

A Diversidade Cultural e os Serviços Audiovisuais *

Renato G. Flôres Jr.
EPGE / Fundação Getulio Vargas, Rio de Janeiro

1. Introdução.

Aos 20 de outubro de 2005, durante a 33^a sessão da Conferência Geral da UNESCO, em Paris, foi aprovada a Convenção sobre a Proteção e a Promoção da Diversidade das Expressões Culturais. A Convenção foi apoiada por 148 membros dentre os 154 presentes, tendo havido apenas 4 abstenções e 2 votos em contrário, pelos Estados Unidos e Israel. Três meses após ser ratificada por 30 países, entrará definitivamente em vigor.

Para os adeptos do argumento de diversidade no contexto do comércio internacional, a Convenção marca importante vitória, em um longo percurso iniciado no terço final da Rodada Uruguai. De fato, entre um dos problemas que impediam o fechamento da Rodada, estava a disputa pela abertura dos serviços audiovisuais, que colocava, em lados opostos, os dois motores das negociações finais: os Estados Unidos (EUA) e a União Européia (UE).

Embora a metodologia criada para o Acordo sobre Serviços (GATS) permitisse aos membros só incluir em suas ofertas os setores que desejassem, os

* Texto inspirado em palestra proferida em outubro de 2005, na Bibliothèque Nationale de France, em Paris, no âmbito das comemorações do ano França-Brasil. Agradeço a Hélène Ruiz Fabri e, especialmente, a Françoise Benhamou por diversas e estimulantes conversas sobre o assunto. As idéias apresentadas são de exclusiva responsabilidade do autor, comprometendo nada ou ninguém além do próprio.

EU pressionavam por uma liberalização das normas da UE relativas aos serviços audiovisuais, especialmente quanto ao cinema e os programas televisivos; liberalização essa que deveria se traduzir em uma oferta. Ante a resistência francesa, a UE se opôs a tais concessões, gerando um dos últimos impasses da Rodada. O Acordo sobre Agricultura, que acabou adquirindo uma forma além do desejado pela Europa, foi uma das moedas de troca que permitiu a manutenção da política europeia no setor, com todas as suas nuances respectivas por estado membro.

Durante as discussões, a França levantou um argumento de preservação da diversidade cultural. Embora não tenha conseguido, como desejava, inseri-lo na lista de exceções constantes no Art. XIV do GATS, desde então, o argumento foi ganhando força e diferentes roupagens nos debates sobre o comércio de bens e serviços com uma dimensão cultural.

O propósito desse artigo é duplo. Primeiro, procuro examinar o argumento da diversidade sob o ponto de vista econômico, com o objetivo de ver se dele realmente podem ser extraídas justificativas de peso. Como se verá, a relação entre a diversidade e boas “virtudes” econômicas é complexa, resultando incertos os resultados da mesma. Além do mais, o uso irrestrito do argumento pode conduzir a situações indesejáveis, quase até contraditórias. A consequência é que uma adesão cega à causa da diversidade cultural pode, ironicamente, levar a resultados contrários aos interesses originais.

Ainda dentro desse primeiro objetivo, e no intuito de mostrar as diversas faces da questão, teço algumas considerações sobre a experiência francesa no audiovisual. Tratando-se do mais importante exemplo de uma política apoiada no argumento, procuro identificar alguns de seus aspectos que me parecem merecer atenção e estudos mais detalhados.

Independentemente se apoiamos ou não a idéia da diversidade, o debate - e os ataques de lado a lado - ainda não se encerrou. Alguns entusiastas da Convenção chegaram a crer que a mesma assinalava uma vitória definitiva. O meu segundo propósito é chamar a atenção que isso é uma avaliação errônea. Aceito esse ponto, há ainda trabalhos por fazer, especialmente no seio da OMC,

caso se queira não só tornar realmente efetiva a Convenção, como preservar o espaço do argumento da diversidade nas negociações e contenciosos comerciais, além de preparar para novas pressões de abertura irrestrita, especialmente no âmbito do GATS.

A estrutura do artigo é a seguinte. Na seção 2, abordo diversos pontos relativos ao tema da diversidade cultural, partindo da sua base conceptual e chegando às suas relações com a economia e o progresso (técnico) em geral. A seção 3 estende a anterior, explorando o que chamei de “buracos negros” do argumento; a 4 discute brevemente a experiência francesa, ressaltando pontos que merecem uma análise mais profunda. A 5 examina três importantes ‘coisas por fazer’ e, finalmente, a 6 conclui.

2. Diversidade, diversidade cultural e economia.

2.1. Algumas definições.

O conceito de diversidade está presente nas ciências naturais, como a física e, particularmente, a biologia e a ecologia. Nesse último ramo, ele aparece em conjugação com a idéia de *robustez* de um dado ecossistema, diante dos diversos «acidentes naturais», ou seja, a capacidade de melhor enfrentar – em termos de evitar a desertificação – um choque natural ou exterior, que destrua uma parte das suas espécies. Em síntese, em um ecossistema com uma diversidade elevada de espécies vegetais e/ou animais, os «sobreviventes» poderão, eventualmente, dar início a processos de recuperação que, segundo uma dinâmica em geral complexa, conduzirão a um novo equilíbrio, igualmente rico em termos da diversidade inicial.

Essa mesma linha de raciocínio é retomada pela economia, por exemplo, na teoria da organização industrial, onde é possível falar da diversidade de uma dada estrutura industrial. Weitzman (1992, 2000) estende os usos, analisando diferentes problemas, geralmente de interesse econômico-ambiental. O conceito adquire também um outro significado, mais parcial e bastante restritivo para

algumas aplicações, em certas representações das preferências do consumidor, onde ele se torna « mais feliz » caso tenha acesso a uma maior variedade de bens.

Restringindo-se à interpretação ecológica, é comum medir a diversidade com a ajuda de índices. O mais conhecido, largamente utilizado na ecologia, na física, na economia e mesmo na teoria da informação – contexto onde, de forma rigorosa, ele apareceu inicialmente -, é o índice de entropia de Boltzman - Shannon - Wiener. Entretanto, independentemente do índice escolhido, cabe assinalar que a diversidade e suas medidas levam sempre em consideração duas dimensões: o número de casos, categorias ou espécies *e a frequência de ocorrência de cada um deles* (ou a distribuição das observações segundo os casos/categorias/espécies)⁶. A diversidade é pois intrinsecamente ligada a esses dois elementos; um ambiente com um grande número de espécies diferentes, mas onde 95 por cento de seus habitantes pertençam a uma mesma categoria, não é diversificado; da mesma forma, um outro, onde a população se distribua igualmente por, apenas, duas ou três espécies, não o será. Não é muito difícil se convencer que, se o número de espécies diferentes é fixado, a diversidade atingirá o seu valor máximo quando a distribuição dos indivíduos segundo as categorias for a uniforme, isto é, obtivermos sempre a mesma frequência por categoria.

Dessa breve digressão, extrai-se uma observação fundamental. Na economia da cultura, e no discurso da diversidade cultural em geral, emprega-se habitualmente o termo *diversidade* em um de dois sentidos: como a simples pluralidade de casos/objetos/espécies/produtos, ou como uma forma de permitir, por vezes de modo implícito, a existência da exceção – entendida como uma categoria com baixa frequência de ocorrência. Ora, como se acabou de explicar, nenhum desses dois significados são autorizados pela diversidade ecológico-econômica. O primeiro guarda basicamente o sentido mesmo de *pluralidade*, enquanto que o segundo diz sobretudo respeito à idéia de *identidade* de uma

⁶ Alguns autores, provavelmente influenciados pela extensa discussão em Stirling (1998), incluem ainda uma terceira dimensão: a distância entre as categorias. Cremos, entretanto, que isso pressupõe dúvidas sobre a qualidade da classificação que está sendo usada; o que, pelo

particular categoria. Faltam, em ambos os casos, um dos dois elementos necessários para caracterizar a *diversidade*.

O parágrafo anterior leva a duas conclusões importantes. De início, a maioria das discussões sobre a diversidade são, de fato, sobre a preservação seja de uma pluralidade, seja de uma exceção. Além do mais, o uso, em um tal debate, de raciocínios econômicos é em geral errôneo, pois a quase totalidade desses últimos se baseia no conceito de diversidade explicitado acima.

Benhamou (2004) chama atenção para os deslizamentos conceituais entre diversidade, exceção e identidade, e como eles vêm sendo politicamente utilizados, de forma discutível, no sustento da posição francesa, em particular na questão dos prestadores de serviço no setor do entretenimento e nos atos de concentração. Apoiado nas considerações acima, examino, na próxima subseção, alguns aspectos da diversidade cultural na economia, que me parecem lançar luz sobre os perigos e benefícios ligados ao uso do argumento em temas afetos às trocas internacionais de bens e serviços com uma componente cultural.

2.2. *Os exemplos da economia.*

A maioria dos períodos históricos em que uma grande diversidade cultural teve lugar, como o Renascimento na Toscana, o esplendor da corte Otomana, ou ainda a Argentina na virada do século dezenove, nas últimas décadas do seu glorioso “*Centenario*”⁷, está associada a momentos de grande concentração de riquezas e a sistemas econômicos geralmente com boa dose de desigualdade, ligados, muitas vezes, a sistemas políticos injustos, quando não claramente autoritários e repressivos.

O argumento da diversidade, sob uma forma absoluta, é pois uma faca de dois gumes. Não prova ele nada, e nada fica provado, sobre a sua influência na boa organização da economia, ou o bem-estar dos cidadãos ou agentes econômicos.

menos em termos teóricos, não deveria ser objeto de questionamento. É esse ponto de vista que assumimos no presente texto.

⁷ Vide, sobre esse período, Salas (1966), entre outros.

A Cuba do ditador Fulgencio Batista, pequeno país explorado, assolado pela corrupção e a brutalidade comum às ditaduras caribenhas, além de pela desigualdade e as injustiças sociais; esta Cuba é a mesma onde floresceu uma diversidade musical que deu origem a uma *música cubana*, que influenciou toda a América Central, e teve forte penetração nos EU e no resto da América Latina⁸. Foram os diversos cassinos, salões e *dancing-halls* da época, onde os grandes escroques, empresários, a elite política e dos negócios, juntamente aos investidores e especuladores estrangeiros, iam nas noites gastar os seu dinheiro, que permitiram o desenvolvimento de um número significativo de músicos de qualidade e de uma admirável criatividade musical.

Por outro lado, esquece-se também que a diversidade guarda estreitas interações com o processo de crescimento econômico. A sua dinâmica interage com a do progresso técnico, dando lugar a novas formas e a conseqüências em geral irreversíveis. A contribuição da tecnologia, onde se deve também incluir os métodos de gestão e, particularmente, as técnicas de marketing, pode alterar – para melhor ou pior, mas sempre *levando a uma mudança de estado*, bastante distinto do anterior – uma situação existente de diversidade.

A história da evolução do tapete persa é um exemplo clássico de como as diferentes fases de apogeu e declínio da sociedade onde os artesãos viviam e trabalhavam – fases em que, a partir do século dezenove, adquire considerável importância a intervenção européia, com a criação, na Europa, de um mercado para esses tapetes – influenciaram a estrutura, as características e a qualidade dos produtos, bem como a distribuição espacial da produção, Baker (1995), Helfgott (1994). Entretanto, é extremamente difícil retirar um julgamento de valor de cada uma dessas influências⁹.

Se, por um lado, é correto dizer que o comércio internacional abre vias para os fluxos de informação e a incorporação de novas tecnologias, que podem levar a mudanças profundas – causando, por vezes, melhorias no nível de vida

⁸ Música que teve alguns de seus intérpretes e compositores localizados pelo cineasta Wim Wenders, em seu filme ‘Buena Vista Social Club’.

⁹ Cowen (2002), em seu capítulo 2, extrai uma visão otimista – que me parece discutível e carente de uma base mais sólida – do efeito dessas influências.

dos artesãos -, por outro, análises excessivamente concentradas nos aspectos econômicos tendem a confundir ganhos em performance (seja essa medida em receita, lucros ou produtividade, por exemplo) com aumentos na criatividade. Além do mais, infelizmente, melhores condições de vida podem estar relacionadas a um decréscimo na qualidade (e a uma excessiva atenção ao ‘gosto do mercado’).

Em resumo, a correlação entre a diversidade e a boa saúde (inclusive moral) do sistema econômico não é apenas nula, a primeira, muitas vezes, necessita uma forte concentração de riqueza para existir. Como se tal não bastasse, construir um argumento positivo para a relação entre diversidade e progresso, a partir de estudos de caso históricos, se depara com a dificuldade em separar os efeitos econômicos das mutações estéticas e sociais, sem mencionar o papel quase sempre preponderante da cultura – entendida aqui no seu sentido antropológico¹⁰. O que desponta, de modo claro, é, novamente, uma correlação entre uma dada concentração de riqueza, ou o acesso a um mercado rico e desenvolvido, e a manutenção ou o aumento da diversidade. Os novos aportes tecnológicos, tão favoráveis em certos casos, alteram, em geral, a natureza do bem ou serviço, tornando as comparações difíceis.

3. Os buracos negros da argumentação neutra.

O uso da diversidade como um valor em si, absoluto, pode levar a situações ambíguas ou indesejáveis, ou mesmo acobertar comportamentos menos nobres do que se supõe. Dois exemplos ilustram esse ponto.

O primeiro diz respeito a uma questão bastante atual no setor da telefonia celular. Começa a transbordar para a esfera pública, especialmente na Europa, a pressão que os grandes operadores do sistema celular estão desenvolvendo, com o objetivo de introduzir conteúdos pornográficos como um dos vários serviços

¹⁰ Sobre a importância de tal papel, os ensaios contidos em Harrison and Huntington (2000), ainda que, corretamente, expondo os prós e contras ao mesmo, não deixam, a meu ver, dúvidas.

oferecidos pelo sistema¹¹. Com todo respeito à classe dos juristas e advogados militantes, não é muito difícil conceber que, um membro criativo dessa classe possa elaborar, em futuro próximo, um juízo a favor da pornografia no sistema celular, apoiado em considerações de diversidade. Poderá ele inclusive, ironicamente, se inspirar em parecer de junho de 1997 da Suprema Corte dos EUA, que considerou o *Communication Decency Act*, instrumento visando regulamentar os conteúdos “chocantes” ou indecentes na Internet, como instrumento limitador da liberdade de expressão protegida pela Primeira Emenda da Constituição norte-americana. Naturalmente, será sempre possível a parte contrária invocar razões de outra ordem – ou justificativas para uma *exceção* -, como a moral, ou as leis em vigor, mas ninguém poderá negar que o «novo conteúdo» não contribua para o aumento da diversidade ...

Em uma outra vertente, sabe-se que, no comércio internacional, por vezes, o argumento da diversidade, de forma idêntica ao que ocorre, por exemplo, com os de natureza fitossanitária¹², é utilizado com fins protecionistas, sendo mesmo uma ferramenta camuflada de *discriminação*. Mesmo supondo que tal não seja o caso, examinemos uma situação envolvendo três grandes defensores da diversidade cultural: a França, o Canadá e o Brasil. No momento em que, graças sobretudo à ação francesa, a UE permite a imposição de quotas para a exibição de séries estrangeiras na televisão, se, por um lado, essa medida bloqueia os «enlatados» norte-americanos, por outro ela bloqueia também os produtos brasileiros – as *(tele)novelas*, por exemplo, cuja competitividade é reconhecida mundialmente¹³ - e mesmo os canadenses. Estará o Brasil contente com isso ? E, em caso afirmativo, por quanto tempo ainda ... ?

¹¹ Segundo informação constante no jornal *Le Monde* de 9/10 de outubro de 2005, o mercado de conteúdos “para adultos” no celular deverá chegar a 973 milhões de dólares em 2005, podendo atingir a cifra de 2,3 bilhões em 2010.

¹² Sob o amparo do Acordo sobre a Aplicação de Medidas Sanitárias e Fitossanitárias, da Rodada Uruguai. Vide também o capítulo de autoria de Luizella Branco e Patrícia Vilhena, nessa obra.

¹³ “A Escrava Isaura”, novela baseada em romance sobre a filha branca de uma escrava negra, no Brasil imperial, é um dos melhores exemplos do extraordinário sucesso internacional desse tipo de produto. Lucélia Santos, que desempenhou o papel de Isaura, se tornou uma das atrizes estrangeiras mais conhecidas e amadas na China (entre outros países), onde recebeu diversas honrarias oficiais.

Em outras palavras, será que é possível, sem cair em contradição, abrir uma parcela de um mercado, protegido sob a égide da diversidade, para «os amigos»? Talvez sim, se eles não forem suficientemente competitivos a ponto de ameaçarem a “minha” diversidade. Caso tal não se dê, as coisas se complicam. Vale ou não a pena acreditar, *em absoluto*, nas boas virtudes da diversidade para proteger o comércio dos bens e serviços culturais?

4. Breve estudo de caso : os serviços audiovisuais na França.

A parte dos produtos e bens culturais no total das exportações norte-americanas gira em torno de 7 por cento, equivalendo a mais do que o dobro da parte devida aos produtos eletrônicos! É, assim, nada surpreendente que, desde a Rodada Uruguai, os EUA venham se empenhando na liberalização total dos serviços audiovisuais no seio do GATT/OMC.

A história do desenrolar da Rodada é bastante conhecida e documentada. Se, em seu primeiro terço, o Brasil e a Índia lograram conter a pressão norte-americana por um acordo abrangente e profundamente liberalizante para o comércio dos serviços, após um *intermezzo* onde a UE se alinhou aos dois opositores, ela passou para o lado dos EUA, para «fechar» a Rodada. Deu-se então o já descrito “impasse do audiovisual”.

Mais de dez anos após a conclusão das negociações, pode-se começar a pensar em avaliações mais consistentes dos resultados de evento tão importante para as relações multilaterais vigentes. Entre esses, a “não oferta” do setor de serviços audiovisuais no GATS, brevemente historiada na Introdução, é ponto cuja atualidade se mantém. Os desdobramentos que provocou na França, em particular, merecem ser estudados em profundidade, se queremos avaliar seriamente o debate sobre a diversidade. Diria inclusive que a «experiência francesa» foi, até agora, examinada de modo insuficiente. Três pontos intrigantes, nessa linha, são levantados a seguir.

Primeiramente, a grande diversidade – por país, e no sentido correto – do lado das importações. No caso do cinema, a França é, talvez, um dos países (ou mesmo, o país) onde se encontra uma das diversidades mais elevadas, por origem da importação. O contingente de filmes estrangeiros, fora as produções norte-americanas ou inglesas, é numeroso tanto na variedade de países como em produções por origem. Esse fenômeno, interessante e porventura inesperado, coloca algumas questões agudas. Será que as coisas sempre foram assim, e tal fato deve simplesmente ser creditado à « curiosidade cultural » do público francês ? ou, no limite, a uma característica da formação cultural dos franceses ? Ou será possível que, ao bloquear, ainda que parcialmente, a produção norte-americana, foram criadas novas oportunidades para os filmes de outras procedências ?

Uma outra diversidade existe ao lado da acima, também elevada, e diz respeito à programação, ou « orientação », das salas de espetáculo, particularmente as salas de cinema em Paris. Sem dúvida, esse fenômeno está ligado ao anterior, além de ser sabido que, em parte, é viabilizado exatamente pelos subsídios advindos da política cultural. Isto não impede que tenha um aspecto surpreendente, sendo, provavelmente, um dos exemplos mais pungentes das vantagens de uma política de diversidade¹⁴. Novamente, várias questões se colocam: é ele realmente devido à política de diversidade e não à *diversidade da demanda* (isto é, os espectadores parisienses, onde encontramos um grande número de turistas, de variadas origens) ? seria essa diversidade sustentável sem os subsídios oficiais ? qual a parte desses subsídios nas atividades e na contabilidade das salas ?

A França conseguiu também criar um exemplo concreto do que se costuma chamar de *argumento do plano B*. Segundo esse raciocínio, aplicável não somente à produção de bens culturais, é interessante existir, para cada tipo de indústria, pelo menos uma segunda implementação, ou *versão*, no mundo, com uma abordagem – seja em tecnologia, objetivos, organização da produção ou,

¹⁴ O caso da diversidade, do lado da oferta, das salas de cinema de Paris talvez seja único no mundo; nem mesmo cidades como New York ou Londres exibem uma tal diversidade.

mesmo, tipo de produto - distinta. Assim, em contrapartida ao colosso industrial que Hollywood representa, é saudável haver uma estrutura (industrial) alternativa que, de forma quiçá distinta, produziria *outras variedades do bem* ‘filme’¹⁵.

Sem sombra de dúvida, os franceses implementaram um plano B para, no mínimo, a indústria cinematográfica; gerando todas as vantagens e benefícios inerentes a essa decisão. Não é o único exemplo recente de uma tal alternativa, bastando lembrar – em época pré-GATS – a ambiciosa indústria cinematográfica italiana, com a sua *Cinecittà* e os seus *spaghetti western* (filmados, em sua maioria, no semi-árido castelhano, na Espanha), além da ainda florescente Bollywood, na Índia. Entretanto, a empreitada italiana terminou por não se sustentar, e a indiana se explica pelo gosto peculiar de um grande mercado interno – não-ocidental -, reforçado por considerável diáspora e culturas afins, além da universalidade da língua inglesa.

Permanece, sempre, a questão da sustentabilidade – do ponto de vista financeiro – da “versão gaulesa”; no entanto, conforme a amplitude que seja dada às vantagens e benefícios, os subsídios podem se tornar perfeitamente justificáveis.

Do exame de resultados como os ora citados, resulta, para alguns, a idéia de que o protecionismo cultural, apoiado nos argumentos de diversidade, é um protecionismo benéfico, ‘boa gente’ e positivo. Com efeito, de modo análogo ao caso da tarifa ótima, poder-se-ia falar de um *protecionismo otimizador*, passível de ser avaliado somente no escopo do cálculo econômico. A combinação de tais análises com as preferências da sociedade poderia levar a uma justificativa mais consistente desse tipo de política.

5. As tarefas à frente.

¹⁵ Aqui, o leitor com conhecimentos de microeconomia reconhecerá a idéia de concorrência monopolística, embutida na diferenciação dos produtos do “mesmo gênero”. Entretanto, o argumento é mais amplo do que isso.

Infelizmente, o mundo não espera pacientemente, de braços cruzados, os resultados de (belos) estudos como os sugeridos acima. Mesmo apoiando as políticas atuais, há que delimitar de uma forma mais segura o seu espaço. E aqui subentende-se, especialmente, o sob as regras da OMC, onde, cedo ou tarde, novos desdobramentos ocorrerão. Vislumbro três linhas de ação a merecer análise mais detalhada:

No âmbito do GATS

Seria conveniente introduzir, no Acordo de Serviços, um artigo mais explícito sobre a questão cultural, ainda que mantendo um tom bastante geral.

A modificação de um acordo existente não é coisa simples, embora possível. No caso do GATS, apenas a cláusula da nação mais favorecida (Art. II.1) necessita de maioria absoluta para a aprovação de uma alteração ou acréscimo; todo o resto, inclusive a explicitação sugerida, requerendo apenas maioria de dois terços, quando submetida à Conferência Ministerial. Essa submissão poderia ter origem em proposta depositada junto ao Conselho do Comércio de Serviços, solicitando a introdução, na lista do Art. XIV, da exceção por razões de proteção da diversidade ou valores culturais¹⁶.

Vale ainda lembrar que, na atual Rodada Doha, existem propostas de modificações com respeito aos acordos TRIPS, o de Subsídios e Medidas Compensatórias e o Art. XXIV do GATT 1994.

No âmbito da Convenção sobre a Diversidade

Conforme mencionado na Introdução, a recentemente aprovada Convenção sobre a Diversidade Cultural é importante instrumento jurídico, de natureza do direito internacional público, cuja existência permite, agora, uma ligação mais nítida e estreita entre a OMC e a UNESCO. Entretanto, como apontado de forma pioneira por Bernier et Ruiz-Fabri (2002), a simples existência da Convenção não é condição suficiente para tal; essa ligação tem que ser construída *no seio da OMC*, de modo a permitir, sem ambigüidade e quando

¹⁶ Idéia já tentada pela França, durante a Rodada Uruguai, como mencionado na seção 1.

necessário, o deslocamento de uma questão comercial sobre um bem ou serviço cultural, da OMC à UNESCO.

Procedimentos semelhantes foram estabelecidos com a OMPI (Organização Mundial da Propriedade Intelectual), no contexto do acordo TRIPS, com a OIT (Organização Internacional do Trabalho), para medidas relativas a condições de trabalho – sobretudo no caso de menores e crianças, e no Grupo de Comércio e Meio Ambiente, no tocante às questões envolvendo simultaneamente os dois temas. Bastaria, aqui, introduzir um detalhamento, na forma de novo parágrafo, do Art. XXVI¹⁷. Como esse se encontra na Parte V do GATS, pelo Art. X.5 do Acordo de Marraqueche Estabelecendo a OMC, uma vez aprovado o acréscimo por maioria de dois terços ele passará automaticamente a valer *para todos os membros*.

Note-se que o mesmo não se aplica à proposta no item anterior, relativa a artigo constante na Parte III do GATS. Nesse caso, a menos que a Ministerial decida por uma maioria de três quartos que a alteração aprovada é obrigatória para todos, os membros que votaram contra não estão constrangidos a agasalhá-la.

Uma atitude precavida

É necessário uma dose de realismo e considerar a possibilidade que, um dia, a pressão por apresentar uma oferta para o setor dos serviços audiovisuais, junto ao GATS, poderá atingir níveis insustentáveis ou que, na evolução de um dado quadro de negociações, tal oferta será elemento obrigatório na composição de um pacote abrangente de trocas mútuas. Há ainda que assinalar a sofisticação da “oferta condicional” apresentada pelos EUA aos 30 de março de 2003, na atual Rodada, onde, no setor, os serviços de transmissão são separados dos de produção e licenciamento, além de deslocar os serviços de difusão de TV de “Serviços Audiovisuais” para “Outros Serviços de Comunicação”. Tais manobras permitem escalonar a liberalização, abrindo, por exemplo, o mercado para a

¹⁷ O Art. XXVI do GATS diz justamente respeito às *Relações com Outros Organismos Internacionais*, mencionando, especificamente, as agências especializadas da ONU.

infra-estrutura (transmissão) sem alterar as restrições quanto às quotas de programação.

Membros como a França (e, obviamente, após, a UE), o Canadá e o Brasil deveriam pensar na preparação de uma oferta que se traduziria em uma lista hierarquizada de concessões possíveis, segundo tempos e condições específicas. Um exercício dessa natureza deveria, idealmente, ser feito em conjunto pelos três países, e poderá sugerir novos estudos e perguntas, no gênero das ilustradas na seção anterior, além de uma avaliação ponderada dos desenvolvimentos futuros do setor, onde a digitalização vem alterando rapidamente as estruturas de comercialização vigentes.

As sugestões delineadas acima se apresentam como necessárias para montar uma proteção mais sólida às políticas culturais baseadas na diversidade. São caminhos a serem explorados, no âmbito de um comportamento pró-ativo no debate cultura *versus* comércio internacional. Cabe ressaltar que a última sugestão não implica forçosamente em apresentar uma oferta no GATS, em futuro próximo, mas que, pior do que fazê-lo, é ser obrigado a fazê-lo em cima da hora, sem tempo para as reflexões devidas, no calor de uma negociação multilateral.

6. Conclusão.

É inegável que o argumento da diversidade conquistou um lugar ao sol no tema do comércio internacional de bens e serviços culturais. Apesar disso, o argumento é geralmente utilizado no sentido de pluralidade ou de identidade/exceção. Se um tal alargamento semântico não representa um problema em si, deve-se porém atentar aos laços que se procura criar entre o mesmo e o conceito na economia, onde possui um significado preciso e, na maioria dos casos, requer, além do pluralismo, o conhecimento da distribuição

das ocorrências por categoria. A maioria das justificativas econômicas atuais são, em vista disso, falsas.

Utilizar o argumento implica também estar consciente dos seus limites. Ele é bastante discutível em termos absolutos e pode conduzir a situações contraditórias. Além desse tipo de surpresas, constrangedoras até algumas, a ligação existente – seja em uma perspectiva histórica, seja dentro da dinâmica do progresso, ou do crescimento econômico – entre a diversidade cultural e o bem estar da sociedade é, pelo menos, complexa. Ainda que favorável, em princípio, ao argumento, parece-me fundamental perceber que o mesmo pode levar a situações exatamente opostas às inicialmente desejadas.

Finalmente, a política francesa é, seguramente, um exemplo notável de uma experiência – ou experimento – ancorada nessas considerações. É inclusive possível identificar evidências a sugerir a criação de uma verdadeira diversidade, do lado da oferta, em alguns mercados. Isso não exclui a necessidade de um exame mais aprofundado dessas mesmas evidências.

Bem ou mal sucedidas, sustentáveis ou não, nada assegura que tais políticas não continuarão a serem ameaçadas pelos seus adversários. Essa constatação implica que a defesa de atitudes semelhantes ainda pede medidas e garantias no âmbito da OMC, ao lado da preparação de um esquema de liberalização específico e cuidadosamente refletido, caso tal gesto se torne inevitável no plano internacional.

O Brasil, que passou a ter um nítido protagonismo nessas questões, e que tem interesses e ativos de monta no setor, necessita permanecer atento a tais fatos, possibilidades e desdobramentos. O fortalecimento de alianças, seja no âmbito do Mercosul, seja ampliando – em conteúdo e parceiros - o diálogo já existente com países como o Canadá ou a França, é ação indispensável nesse contexto.

Referências

- Baker, P. L. 1995. *Islamic Textiles*. London: British Museum Press.
- Benhamou, F. 2004. La politique culturelle française entre exception et diversité. *Esprit*, mai 2004; 87-111.
- Bernier, I. et H. Ruiz-Fabri. 2002. *Évaluation de la Faisibilité Juridique d'un Instrument International sur la Diversité Culturelle*. Quebec: Groupe de Travail Franco-Québécois sur la Diversité Culturelle.
- Cowen, T. 2002. *Creative Destruction: How Globalization is Changing the World's Cultures*. New Jersey: Princeton University Press.
- Harrison, L. E. and S. P. Huntington (eds.). 2000. *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*. New York: Basic Books.
- Helfgott, L. M. 1994. *Ties that Bind: A Social History of the Iranian Carpet*. Washington, D.C.: Smithsonian Institution Press.
- Salas, H. 1996. *El Centenario – La Argentina en su Hora más Gloriosa*. Buenos Aires: Editorial Planeta Argentina S.A.I.C.
- Stirling, A. 1998. *On the Economics and Analysis of Diversity*. SPRU Electronic Working Paper Series, n° 28. Sussex: Science Policy Research Unit, University of Sussex. (disponible em www.sussex.ac.uk/spru/)
- Weitzman, M. L. 1992. On diversity. *Quarterly Journal of Economics*, 101 (2): 363-406.
- Weitzman, M. L. 2000. Economic profitability versus ecological entropy. *Quarterly Journal of Economics*, 109 (1): 237-63.

Últimos Ensaio Econômicos da EPGE

- [597] Marco Antonio Cesar Bonomo e Maria Cristina Trindade Terra. *Special Interests and Political Business Cycles*. Ensaio Econômicos da EPGE 597, EPGE-FGV, Ago 2005.
- [598] Renato Galvão Flôres Junior. *Investimento Direto Estrangeiro no Mercosul: Uma Visão Geral*. Ensaio Econômicos da EPGE 598, EPGE-FGV, Ago 2005.
- [599] Aloisio Pessoa de Araújo e Bruno Funchal. *Past and Future of the Bankruptcy Law in Brazil and Latin America*. Ensaio Econômicos da EPGE 599, EPGE-FGV, Ago 2005.
- [600] Marco Antonio Cesar Bonomo e Carlos Carvalho. *Imperfectly Credible Disinflation under Endogenous Time-Dependent Pricing*. Ensaio Econômicos da EPGE 600, EPGE-FGV, Ago 2005.
- [601] Pedro Cavalcanti Gomes Ferreira. *Sobre a Inexistente Relação entre Política Industrial e Comércio Exterior*. Ensaio Econômicos da EPGE 601, EPGE-FGV, Set 2005.
- [602] Luiz Renato Regis de Oliveira Lima, Raquel Sampaio, e Wagner Gaglianone. *Limite de Endividamento e Sustentabilidade Fiscal no Brasil: Uma abordagem via modelo Quantílico Auto-Regressivo (QAR)*. Ensaio Econômicos da EPGE 602, EPGE-FGV, Out 2005.
- [603] Ricardo de Oliveira Cavalcanti e Ed Nosal. *Some Benefits of Cyclical Monetary Policy*. Ensaio Econômicos da EPGE 603, EPGE-FGV, Out 2005.
- [604] Pedro Cavalcanti Gomes Ferreira e Leandro Gonçalves do Nascimento. *Welfare and Growth Effects of Alternative Fiscal Rules for Infrastructure Investment in Brazil*. Ensaio Econômicos da EPGE 604, EPGE-FGV, Nov 2005.
- [605] João Victor Issler, Afonso Arinos de Mello Franco, e Osmani Teixeira de Carvalho Guillén. *The Welfare Cost of Macroeconomic Uncertainty in the Post-War Period*. Ensaio Econômicos da EPGE 605, EPGE-FGV, Dez 2005.
- [606] Marcelo Côrtes Neri, Luisa Carvalhaes, e Alessandra Pieroni. *Inclusão Digital e Redistribuição Privada*. Ensaio Econômicos da EPGE 606, EPGE-FGV, Dez 2005.
- [607] Marcelo Côrtes Neri e Rodrigo Leandro de Moura. *La institucionalidad del salario mínimo en Brasil*. Ensaio Econômicos da EPGE 607, EPGE-FGV, Dez 2005.

- [608] Marcelo Côrtes Neri e André Luiz Medrado. *Experimentando Microcrédito: Uma Análise do Impacto do CrediAMIGO sobre Acesso a Crédito*. Ensaios Econômicos da EPGE 608, EPGE-FGV, Dez 2005.
- [609] Samuel de Abreu Pessôa. *Perspectivas de Crescimento no Longo Prazo para o Brasil: Questões em Aberto*. Ensaios Econômicos da EPGE 609, EPGE-FGV, Jan 2006.
- [610] Renato Galvão Flôres Junior e Masakazu Watanuki. *Integration Options for Mercosul – An Investigation Using the AMIDA Model*. Ensaios Econômicos da EPGE 610, EPGE-FGV, Jan 2006.
- [611] Rubens Penha Cysne. *Income Inequality in a Job–Search Model With Heterogeneous Discount Factors (Revised Version, Forthcoming 2006, Revista Economia)*. Ensaios Econômicos da EPGE 611, EPGE-FGV, Jan 2006.
- [612] Rubens Penha Cysne. *An Intra–Household Approach to the Welfare Costs of Inflation (Revised Version, Forthcoming 2006, Estudos Econômicos)*. Ensaios Econômicos da EPGE 612, EPGE-FGV, Jan 2006.
- [613] Pedro Cavalcanti Gomes Ferreira e Carlos Hamilton Vasconcelos Araújo. *On the Economic and Fiscal Effects of Infrastructure Investment in Brazil*. Ensaios Econômicos da EPGE 613, EPGE-FGV, Mar 2006.
- [614] Aloisio Pessoa de Araújo, Mario R. Páscoa, e Juan Pablo Torres-Martínez. *Bubbles, Collateral and Monetary Equilibrium*. Ensaios Econômicos da EPGE 614, EPGE-FGV, Abr 2006.
- [615] Aloisio Pessoa de Araújo e Bruno Funchal. *How much debtors’ punishment?*. Ensaios Econômicos da EPGE 615, EPGE-FGV, Mai 2006.
- [616] Paulo Klinger Monteiro. *First–Price Auction Symmetric Equilibria with a General Distribution*. Ensaios Econômicos da EPGE 616, EPGE-FGV, Mai 2006.
- [617] Renato Galvão Flôres Junior e Masakazu Watanuki. *Is China a Northern Partner to Mercosul?*. Ensaios Econômicos da EPGE 617, EPGE-FGV, Jun 2006.
- [618] Renato Galvão Flôres Junior, Maria Paula Fontoura, e Rogério Guerra Santos. *Foreign direct investment spillovers in Portugal: additional lessons from a country study*. Ensaios Econômicos da EPGE 618, EPGE-FGV, Jun 2006.
- [619] Ricardo de Oliveira Cavalcanti e Neil Wallace. *New models of old(?) payment questions*. Ensaios Econômicos da EPGE 619, EPGE-FGV, Set 2006.
- [620] Pedro Cavalcanti Gomes Ferreira, Samuel de Abreu Pessôa, e Fernando A. Veloso. *The Evolution of TFP in Latin America*. Ensaios Econômicos da EPGE 620, EPGE-FGV, Set 2006.
- [621] Paulo Klinger Monteiro e Frank H. Page Jr. *Resultados uniformemente seguros e equilíbrio de Nash em jogos compactos*. Ensaios Econômicos da EPGE 621, EPGE-FGV, Set 2006.